

Accessions /59,8/5

Shelf No.  $\chi G3656,20$ 

Barton Library.



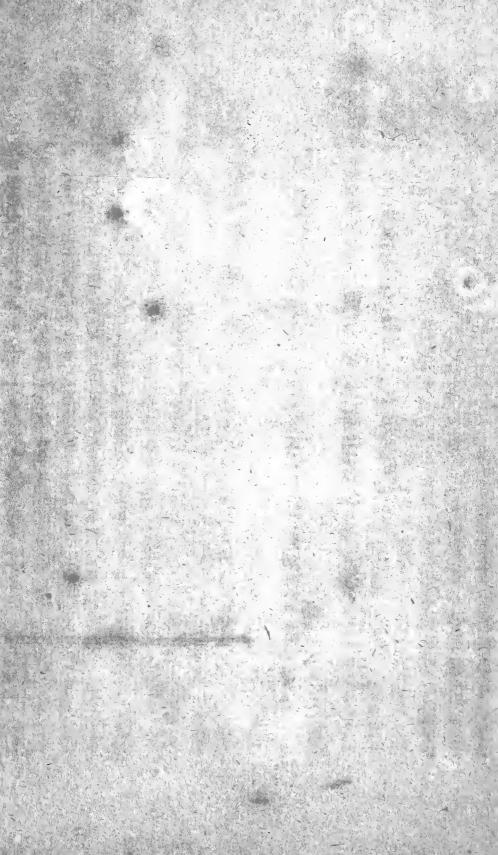
Thomas Bonnant Buiten.

Boston Public Cibrary.

Received. May, 1873. Not to be taken from the Library!



Digitized by the Internet Archive in 2010 with funding from Boston Public Library



Mintribus he ht Sout 1940

## DIVERSES LETTRES

Des Commissaires de l'Assemblée Nationale et de ceux du Pouvoir Exécutif,

DES 29 Août & 2 Septembre 1792, l'an quatrième de la liberté & le premier de l'égalité;

Imprimées par ordre de l'Assemblée nationale.

Lettre des Commissaires de l'Assemblée nationale à l'armée du centre.

Metz, le 29 août 1792.

MESSIEURS,

C'EST parce que nous connoissons les ressources immenses de la nation française, & l'énergie des citoyens, que nous avons cru ne devoir rien vous dif.

Militaire, n°. 112.

simuler sur la force de nos armées & sur celle de nos ennemis. Le ministère ancien, infiniment attentis à cacher tout ce qui pouvoit nous donner de salutaires alarmes, c'est-à-dire nous mettre en mesure, n'avoit jamais voulu dire quel étoit le nombre des soldats, ni vous faire connoître la quantité des armes, des approvisionnemens, la situation de nos places sortes, & le caractère des chefs. Il craignoit, disoit-il, que ce qui se prononçoit à la tribune ne sût connu de l'Europe, & que nos ennemis n'en prositassent. Longtemps, Messieurs, nous avons eu la soiblesse de donner dans ce piége grosser; & qu'en est-il résulté? Que nous avons tout ignoré, & que nos ennemis savoient tout.

Ce n'est qu'au moment où quelques citoyens déterminés ont levé audacieusement le voile, que nous avons connu le danger de la patrie, & que nous l'avons déclaré.

Et c'est aussi au moment où la nation entière a connu ce danger, qu'on a pris des mesures vigoureuses, ca-

pables de sauver la patrie.

Si nous nous étions entièrement reposés sur les hommes qui se croient prudens, & qui ne sont que timides, nous ne disons pas, Messeurs, que nous eussions à craindre pour la liberté française; car la liberté soutenue par vingt millions de citoyens, ne peut pas périr : mais il est facile de calculer que nos armées eussent été divisées, corrompues, presque anéanties, & la moitié de nos places livrée.

Loin de nous donc à jamais cette fausse & meurtrière politique, qui tendroit à garantir du danger, en dissimulant les instructions & les moyens de désense. Il ne faut plus que la vérité soit cachée dans les bureaux ou dans les comités. Il faut que nous sachions tout, que nous dissons tout à l'assemblée nationale, & que l'Assemblée.

blée nationale dise tout au peuple français, parce que c'est au peuple, qui maintenant est debout, à sauver la liberté, & parce qu'il la sauvera infailliblement, puis-

qu'il en a la volonté & la force.

Par nos premières dépêches, Messieurs, nous vous avons donné quelques légères inquiétudes: nous avons cru le devoir, parce qu'étant sur les lieux & bien informés, nous nous sommes convaincus que l'assemblée nationale & le ministère patriote étoient trompés par des récits insidèles, & qu'il étoit indispensable, en sortant d'une sécurité suneste, de déployer toutes nos forces, & de leur donner le plus grand mouvement.

L'effet a prouvé que cette combinaison n'étoit pas insensée, & que peut-être il eût été moins sage de soumettre nos instructions aux adoucissemens que la commission extraordinaire eût pu y apporter; car, d'après les mesures qui ont été prises conformément à ces instructions, nous n'avons plus à vous annoncer, Messieurs, que des circonstances heureuses ou extrê-

mement encourageantes.

Nous devons vous dire d'abod que notre mission politique, en ce qui concerne les dispositions des citoyens & de l'armée, relativement à la journée du 10 août, est entièrement & heureusement terminée; c'est-à-dire, Messieurs, que nous n'avons plus besoin ni d'endoctriner, ni de haranguer à cet égard, & que ceux que nous voudrions maintenant exciter au patriotisme, sont aussi patriotes que nous.

Voici lé langage que nous avons entendu de toutes parts, soit dans la troupe de ligne, soit parmi les volontaires nationaux: Il n'est pas nécessaire, disent ces braves soldats, de nous inviter à défendre la li» berté & l'égalité: nous ne respirons que pour elle.
» Que nous ayons des habits, du pain & du fer, & nous
» repousserons bien loin les ennemis de la patrie».

A 2

Tel est, Messieurs, le sentiment universel qui se maniseste dans toute l'armée, non-seulement parmi les soldats, mais même parmi les officiers, dont la plupart n'étoient qu'égarés par quelques chefs per-fides, tellement déconcertés par notre présence, qu'ils ne se permettent plus le moindre mouvement.

Hâtons-nous donc d'écarter toute inquiétude relativement aux troubles intérieurs, & portons, Messieurs, la plus active & la plus constante attention

fur les ennemis d'outre-Rhin.

L'arrivée du général Kellermann, & sa réunion au général Luckner, viennent de porter au plus haut degré la confiance des citoyens & de l'armée; & déjà les ennemis qui s'avançoient sur Verdun, & qui se flattoient qu'on leur l'aisseroit libre la route de Paris, commencent à mesurer leurs pas & à regarder en arrière. Ils ont fait mine d'attaquer Thionville; mais on s'apprête à les y recevoir un peu plus vertement qu'ils ne l'ont été à Longwy; & déjà, sur une première attaque qui avoit pour objet d'épouvanter, M. Wimphen les a reçus à coups de canon, & a fait ensuite une sortie vigoureuse qui les a repoussés, & où ils ont perdu plufieurs hommes.

Nous avons cru, Messieurs, dès le moment où nous avons appris cette nouvelle, devoir écrire à M. Wimphen, au nom de l'Assemblée nationale, une lettre de satisfaction, & nous l'avons encouragé par le patriotisme & le véritable honneur à défendre son poste ou à y périr. Nous en avons fait autant à l'égard du conseil-général de la commune, qui, hier, a député vers nous, pour nous assurer de la serme volonté où sont les citoyens de présenter à l'ennemi la plus vigoureuse résistance.

Nous arrivons dans ce moment même du camp de

(5)

Frescaty, où nous nous étions rendus à cinq heures du matin, & où nous avons assissé à une très courte délibération entre les généraux Luckner & Keilermann, à la suite de laquelle le vieux & brave Luckner s'est écrié, avec la vivacité d'un jeune homme: Allons, Kellermann, à cheval. L'un & l'autre sont partis à l'instant pour aller soutenir M. Valence qui étoit en face d'un corps ennemi; &, lorsqu'on les a vu ainsi aller de concert, les soldats rayonnoient de joie & manisestoient la plus vive impatience de combattre.

Le général Kellermann a donné ici, Messieurs, la plus haute idée de son caractère, de son esprit & de ses talens militaires; & telle est à son égard l'opinion générale, que le jour où il sera publié qu'il a le commandement de l'armée du centre & que Luckner est généralissime, sera pour tous les soldats & citoyens de ces contrées un jour de constance & d'alégresse, & pour nos ennemis un jour de consternation & de ter-

reur.

Nous devons, Messieurs, rendre ce témoignage public au maréchal Luckner, que, déja avant notre arrivée, il s'étoit montré extrêmement ferme pour la nation, la liberté & l'égalité. Une soule d'actes le prouvent, mais notamment sa conduite avec le régiment suisse de Château-Vieux, en garnison à Bitche. Au nom de la nation, écrivoit-il au commandant, je vous ordonne de sortir de Bitche; & sur le resus du commandant, motivé par la suspension du roi, il lui écrivit de nouveau en ces termes: Vous resusez d'obéir à l'assemblée nationale? je marche sur vous, & vous envoie à Orleans.

D'après cela, Messieurs, & lorsque d'un autre côté une soule de gazettes & de papiers publics annoncent sa destitution, & que dans les départemens qui nous avoisinent, on publie que nous l'avons suspendu, nous n'hésitons pas à demander comme une réparation due

à la sensibilité de ce généreux vieillard, un témoignage de satisfaction de l'assemblée nationale. Il le mérite d'autant plus, qu'il nous a convaincus que la consiance de la nation française lui étoit extrêmement précieuse, & qu'il ne se consoleroit pas de la perdre. Les soldats le chérissent; & nous vous répétons, Messieurs, qu'avec Luckner & Kellermann, il n'est rien qu'ils ne sassent.

Un autre sujet de consiance pour les citoyens & pour l'armée, c'est la promesse que nous leur avons faite, & qui ne sera pas vaine, de pourvoir à leurs besoins, autant qu'il dépendroit de nous, & d'éloigner des places tous les officiers & sonctionnaires

publics justement suspects.

Déja, Messieurs, il nous a paru nécessaire de suspendre le commandant - général de la division de Metz, dont le fils est émigré, & qui par cela seul avoit perdu toute consiance; le commandant de la place & divers officiers de l'armée, qui, par leurs principes & leur caractère, ne pouvoient y faire que le plus grand mal. Nous envoyons à la commission les actes de suspension & de remplacement, motivés.

Quant aux secours à donner aux soldats, rien ne nous a paru aussi pressant que de les habiller. Nous avons déja dit, Messieurs, que plusieurs régimens d'infanterie ou bataillons de volontaires manquoient d'habits: nous nous en sommes convaincus par nousmêmes; & en voyant nos concitoyens & nos srères combattant ainsi pour nous, & supportant, dans cet état de délabrement, les satigues de la guerre, nous avons eu l'ame déchirée. Nous avons pensé, Messieurs, qu'il n'étoit plus permis de dissérer, lorsque l'ennemi est en face, & que l'un des premiers devoirs étoit de mettre le soldat français en état de désense sous tous les rapports. Nous nous sommes déterminés

en conféquence, après avoir confulté les généraux, à prendre un arrêté qui autorife dans le moment même

à subvenir à un besoin aussi pressant.

Si cette mesure que nous à dictée la première de toutes les lois, celle de l'équité & de l'humanité, & dont la commission vous communiquera les détails, paroissoit à l'Assemblée nationale excéder nos pouvoirs, veuillez, Messieurs, nous le faire connoître, & il n'y aura rien d'exécuté; si au contraire vous la jugez bonne & utile, nous demandons que le pouvoir exécutif s'empresse de la ratisser, de la compléter & d'en faciliter l'exécution.

> Les commissaires de l'Assemblée nationale à l'armée du centre. Signé, Séb. DELA-PORTE, F. LAMARQUE.

Lettre de MM. Merlin & Jean Debry, commissaires de l'Assemblée nationale; & Legendre, commissaire du pouvoir exécutif.

Amiens, le 2 septembre 1792.

Monsieur le Président,

Nous sommes arrivés à Amiens avec M. Legendre, commissaire du pouvoir exécutif, le samedi premier du mois. Nous avons fait assembler les autorités constituées, & nous nous sommes rendus conjointement dans l'église de la cathédrale, au milieu d'un

peuple immense: différentes pétitions & réclamations nous y ont été adressées; nous avons arrêté & pris à cet égard les mesures qui pouvoient le mieux tranquilliler la cité, & concourir au but de notre mission dans le département de la Somme; comme elles sont toutes du ressort du pouvoir exécutif, nous le les sont toutes du ressort les détails par se causier.

lui en faisons passer les détails par ce courier.

Mais, M. le Président, ce que nous devons dire à l'Assemblée nationale, ce que nous devons publier dans toute la France, ce qui ne peut se rendre, c'est le dévouement & l'ardeur des citoyens de cette ville. S'il étoit possible de se porter à l'époque où des administrateurs inciviques avoient pris sur eux de faire calomnier leurs administrés, nous opposerions à ce souvenir l'image d'un peuple doux autant que sier & généreux, connoissant ce qu'il doit à la loi, s'unissant d'intérêt avec ses organes, & sachant réclamer ses droits en satisfaisant à ses devoirs; mais toutes ces observations disparoissent au milieu des scènes touchantes dont nous sommes les témoins. Depuis trois heures nous sommes assemblés avec les magistrats & le peuple: il en est huit, & les dons & les inscriptions se multiplient & s'augmentent. Les citoyens pauvres s'offrent pour partir; les citoyens plus aifés font publiquement avec eux l'échange de leurs habits & de leurs armes, prennent des engagemens pour secourir les femmes & les enfans des défenseurs de la patrie, les adoptent, promettent de leur donner un état : les noms sacrés de patrie, de liberté rallient tous les cœurs, & la fainte égalité brille ici dans tout son lustre.

Nous avons vu des mères de famile, de jeunes filles, des enfans même, donner leurs bijoux en pleurant d'attendrissement, & aux applaudissemens d'un peuple immense: quoique nous ne puissons rien

(9)

préciser, c'est évaluer modérément ces dons, que de porter à 60,000 livres ce qui a été déposé en moins de deux heures dans la seule ville d'Amiens, pour le soutien des semmes & enfans de ceux qui volent aux frontières.

Après avoir rendu justice à cette grande & patriotique cité, l'Assemblée nationale n'apprendra pas avec un moindre intérêt le dévouement digne de Sparte & de Paris, d'une petite commune voisine, celle de Mailly: elle avoit en tout soixante gardes nationaux; vingt-quatre étoient déja sur les frontières; le surplus s'est rendu armé & équipé dans l'assemblée, & s'est engagé pour partir: nous devons à cet égard toutes sortes d'éloges aux deux frères Hourlier, l'un commandant de la garde de Mailly, & l'autre procureur-général-syndic, par remplacement, au département.

L'Assemblée nationale, au récit de tous ces traits héroïques que nous ne lui rendons qu'imparfaitement, trouvera dans sa morale les moyens d'encourager, nous disons mieux, de récompenser ces sentimens sublimes, qui, de tous les Français, ne sont qu'une samille de frères. Pour nous, Monsieur le Président, honorés, de la part des deux pouvoirs, d'une mission aussi belle & aussi heureuse jusqu'à présent, nous vous prions d'assurer le Corps législatif d'une reconnoissance égale aux douces émotions que les citoyens d'Amiens & les élans de leur patriotisme nous sont éprouver.

Les commissaires de l'Assemblée nationale & du pouvoir exécutif.

MERLIN, commissaire de l'Assemblée nationale; JEAN DEBRY, commissaire de l'Assemblée nationale; LEGENDRE, commissaire du pouvoir-exécutif-provisoire.

Lettre de MM. Lecointre & Albite, commissaires de l'Assemblée nationale.

Évreux, le 2 septembre 1792.

MESSI EURS,

Les six commissaires que vous avez chargés de parcourir les quinze départemens voisins de Paris, pour y exciter les citoyens à marcher à la défense de la patrie, après s'être partagés en trois sections, se sont divisé l'étendue du pays qu'ils auroient à visiter. M. Lecointre & moi nous avons eu en partage les départemens de Seine-&-Oise, de l'Eure, de l'Orne, du Calvados & de la Seine-Insérieure. Nous sommes partis de Paris jeudi matin pour nous rendre à Versailles, chef - lieu du département de Seine-&-Oise. En passant par Sèves, nous sommes descendus dans le lieu des assemblées primaires, où les citoyens étoient rassemblés: nous leur avons lu vos décrets, & ils vont envoyer à Meaux 150 hommes armés, équipés & habillés en partie par les soins & les dons de ceux de leurs frères qui ne peuvent les accompagner, & dont plusieurs en notre présence ont déposé sur le bureau des armes & différentes sommes, qui se trouveront considérablement augmentées par le dévouement de tous les habitans de ce canton. Arrivés dans le courant de l'après-midi à Versailles, nous y avons trouvé les corps administratifs prévenus de notre arrivée & rassemblés, ainsi que la garde nationale qui étoit sous les armes. Nous sommes allés au milieu de ces braves citovens; & des cris de vivent la liberté & l'égalité ont retenti au lieu des séances de l'Assemblée constituante; bientôt ce vaste local a été rempli; vos décrets ont été connus & applaudis, & l'on a ouvert une souscription dont le montant se porte actuellement à plus de 45,000 liv. Les administrateurs, les maire & officiers municipaux, les membres du district & le procureur-général-syndic, dont le zèle & le patriotisme avoient préparé ces succès, saisoient connoître un arrêté digne des plus grands éloges, & dont nous vous envoyons copie imprimée par nos soins.

Nous nous sommes, après cette séance, répandus dans les assemblées primaires, accompagnés des membres des différens corps administratifs: là, nous avons parlé au peuple assemblé le langage que nous inspiroient les circonstances & l'amour de la chose publique; par-tout nous avons trouvé les mêmes sentimens, par-tout le même enthousiasme pour la liberté.

Le lendemain vendredi, réunis aux trois corps administratifs, nous nous sommes rendus à la place d'armes: la garde nationale, divisée en huit bataillons, y étoit rassemblée; un amphitéatre y étoit élevé, & a été bientôt chargé de citoyens qui venoient s'infcrire, ou contribuer par leurs dons à l'armement ou au secours à accorder aux semmes & ensans des défenseurs du pays; en moins d'une heure, nous avons vu s'inscrire plus de 500 citoyens qui concourront à composer un bataillon de 800 hommes armés, équi pés & habillés, que sournira la seule commune de Versailles; elle lui donne deux pièces de canon montées sur leurs assûts, & envoie sencore plus de deux cents hommes à cheval sormés en compagnies stranches d'après le mode déterminé par un second arrêté du département, dont nous vous envoyons également copies imprimées.

(12)

Nous sommes partis, le même jour, de cette ville sur le midi, avec l'espérance de voir propager l'exemple de patriotisme qu'elle donne, touchés jusqu'à l'attendrissement de mille traits de générosité & de dévouement dont nous ne pouvons vous rendre compte, mais qui vous seront mis sous les yeux par une députation des habitans qui doivent aller vous porter le procèsverbal de ces journées, & vous assurer qu'en tout temps on les trouvera les mêmes qu'ils se sont montrés jusqu'à présent.

Nous avons laissé MM. les commissaires du pouvoir exécutif, au patriotisme & au zèle desquels est consié le soin de faire exécuter promptement vos décrets; ils se sont répandus dans les divers districts de ce département, & nous avons tout lieu de penser

que leurs travaux feront fructueux.

Vendredi soir, nous sommes passés par St.-Germain; nous nous sommes rendus sur la place appelée le parterre, où la garde nationale étoit sous les armes; nous y avons été conduits par les corps administratifs, & en leur présence nous avons fait connoître aux citoyens vos décrets & les dangers de la patrie; des registres d'inscription ont été ouverts à l'instant, & nous sommes partis avec l'espérance que Saint-Germain sournira environ 250 hommes, & que le district entier imitera l'exemple du chef-lieu. Nous sommes également passés par Mantes, où nous avons aussi fait rassembler les corps administratifs, & employé tous les moyens propres à stimuler le zèle des citoyens.

Arrivés hier au soir à Evreux, chef-lieu du département de l'Eure, notre premier soin a été de conférer avec les corps administratifs sur les moyens de mettre promptement à exécution vos décrets. Une proclamation que nous venons de faire, le rassem-

blement des citoyens sous les armes, le zèle de tous les bons citoyens nous fait espérer que cette ville imitera l'exemple de Versailles, & que ce département concourra avec ardeur à fournir un contingent

honorable à l'armée des 30,000 hommes.

Nous allons nous empresser de remplir avec fruit notre mission: veuillez croire que nous ne négligerons rien pour reussir, & que nous brûlons du desir d'être utiles à notre patrie de quelque manière que ce soit. Notre vœu, en ce moment, est de revenir promptement parmi vous, de vous annoncer des succès, & de pouvoir, s'il le faut, mourir honorablement en désendant la liberté & l'égalité.

rablement en défendant la liberté & l'égalité.

Nous vous envoyons, Messieurs, un exemplaire de l'adresse que nous venons de faire imprimer & assicher: nous ne pouvons vous rendre tout ce que nous disons au peuple par-tout où nous pouvons le rassembler; mais nous pouvons vous assurer que nous parlons toujours le langage de l'égalité & de la vérité, & que par-tout il est parsaitement entendu.

Nous finissons en vous annonçant que l'esprit public s'anime dans tous les lieux que nous avons visités, d'une manière à faire croire que s'il s'étoit refroidi un instant, c'est au système du modérantisme & des prétendus honnêtes gens qu'il faut s'en prendre: nous tâcherons de le diriger au plus grand avantage de la chose publique, & nous croirons avoir fait notre devoir en employant tous nos momens à essetuer cette promesse.

Nous sommes dévoués à la patrie & à ceux qui l'aiment.

Signé, LECOINTRE, ALBITE, Députés, Commissaires de l'Assemblée Nationale. Lettre de MM. Lacroix & Ronsin, Commissaires du Pouvoir exécutif.

Ce 2 Septembre.

Monsieur le Président,

Envoyés par le conseil exécutif, dans le département de Seine-&-Marne, en qualité de commissaires nationaux, nous nous empressons de vous annoncer que dans le district de Melun, le peuple nous a paru animé du patriotisme le plus ardent. Les routes sont couvertes de volontaires qui partent pour l'armée. Des chevaux nous ont été offerts dans plusieurs communes, & les districts accélèrent la fabrication des piques. Par-tout il n'y a qu'un cri, liberté & égalité.

Nous avons l'honneur d'être,

Monsieur le président,

Les Commissaires nationaux dans le département de Seine-&-Marne, LACROIX, RONSIN.

